

Henriette Roland-Holst

La Pologne et la Russie¹

20 mai 1920

Le destin de la Pologne depuis plus d'un siècle fut d'être le jouet et le souffre-douleurs des grands États européens. Ce destin dure encore aujourd'hui : seuls, les maîtres et les formes de la domination ont change, mais non la domination elle-même. La reconstitution de la Pologne en État indépendant, par l'Entente, ne signifie aucunement la réalisation des vieux rêves et des longs désirs d'un nationalisme sentimental et romantique. Cette reconstitution n'a fait qu'ajouter un nouveau chapitre au martyre du peuple polonais, dont le calvaire ne prendra fin que par la cessation du régime capitaliste.

La Pologne créée par le bon plaisir de l'Entente comme barrière contre le flot révolutionnaire venant de l'Est se compose de trois parties fort dissemblables et mal soudées. La diversité, tant des intérêts économiques que de la culture et de l'idiome, contribue à rendre peu viable cet organisme dont la fabrication artificielle se fit à l'encontre d'un processus historique de longue durée. Les intérêts des régions industrielles de la Pologne sont nécessairement orientés vers l'État dont elles faisaient partie avant la guerre ; l'indépendance nationale signifie pour ces régions la perte de l'immense marché russe.

Ce fait explique l'appétit effréné d'expansion vers l'Est d'une partie de la bourgeoisie polonaise et engendre presque fatalement la guerre tant que la Pologne vivra en régime capitaliste. Dès que celle-ci sera transformée en république soviétiste, le fait de son activité industrielle deviendra au contraire un facteur puissant d'unification économique et politique avec la Russie des Soviets.

C'est avec la ruine de son industrie, de ses finances et de son agriculture que la Pologne a payé sa reconstitution en État indépendant. Elle a été obligée par ses amis de l'Entente de prendre sur ses épaules meurtries une partie de la dette de la Russie impériale et de celle contractée envers la France durant la guerre. Au taux actuel du change, les obligations qui lui furent imposées, se chiffrent à 100 milliards de marks polonais, soit 50 milliards en or. Une des causes de la baisse formidable du change en Pologne, ce sont les sommes immenses gaspillées par Paderewski pour des achats de vivres à l'étranger, achats dont une très grande partie n'atteignit jamais le pays.

L'industrie textile, la principale industrie de la Pologne, occupant 50 % des ouvriers, a été ruinée par la guerre et l'invasion. De nombreuses machines furent emportées en Allemagne par les envahisseurs, les ouvriers déportés par dizaines de mille dans les régions industrielles de la Westphalie. Lodz, autrefois une ruche bourdonnante d'activité industrielle, est aujourd'hui presque une ville morte occupant à peine 25 % du nombre des ouvriers qui autrefois y enrichissaient leurs maîtres.

Les autres industries : colle du sucre, des bois, la métallurgie, etc., sont également ruinées. Les sans-travail se comptent par centaines de mille. « La bourgeoisie polonaise a vendu l'industrie nationale au capital étranger. Les Français ont la part du lion pour ce qui concerne la métallurgie et l'industrie minière, les Anglais se sont emparés des filatures, de la menuiserie et de la régulation des changes. Tous : Américains, Français et Anglais ont fondé à Varsovie leurs banques ; tous y ont envoyé leurs missions pour exploiter le pays ».

La plus grande partie des produits industriels où agraires n'entrent pas dans la circulation et ne servent en rien à alléger la misère du peuple polonais : la spéculation, le commerce illicite s'en emparent pour réaliser leurs immondes bénéfices.

La situation de l'agriculture est plus désespérée encore. La Pologne qui est en premier lieu un pays agraire, devrait être à même d'exporter de grandes quantités de céréales : il ne réussit pas même à nourrir sa population. Le gouvernement a déjà fait l'achat de 100 000 tonnes de blé en Amérique et il faudra qu'il achète encore 300 000 tonnes pour que le peuple puisse subsister tant bien que mal jusqu'à la prochaine récolte. Ce blé est livré à des prix très élevés et les transports étant également démesurément chers, le malheureux pays payera ces 400 000 tonnes de blé, 12 milliards de marks polonais.

Le nombre de têtes de bétail a également beaucoup baissé pendant la guerre ; sous ce rapport aussi, la Pologne est devenue de pays d'exportation qu'elle était, un pays d'importation.

La situation des masses est misérable au possible ; elles souffrent du manque de nourriture et de vêtements ; les épidémies sévissent et la mortalité est effrayante. On évalue à deux millions les cas de décès de la population civile depuis le commencement de la guerre. Durant l'hiver de 1918-19, plus de 270 000 cas de typhus furent enregistrés.

La population agraire ne souffre pas moins que les habitants des villes. Les réformes agraires de juillet 19 ayant

1 Source : numéro 14 et 15 du *Bulletin communiste* (première année), 17 et 24 juin 1920. Note de Roland-Holst : « Les détails sur la situation désastreuse de la Pologne sont empruntés à l'article « La Pologne ruinée », ayant paru dans tes livraisons 15 et 16 de l'excellente revue *Kommunistus*, paraissant à Vienne, comme organe de l'Internationale Communiste pour les pays du sud-est de l'Europe. »

pour but le développement et la consolidation de la petite propriété ne peuvent être appliquées, les paysans pauvres et les ouvriers agricoles ne disposant pas des sommes nécessaires pour racheter les terres des grands propriétaires. La réforme est une mauvaise farce et rien de plus. Les paysans pauvres se trouvent dans une impasse cruelle : ils n'ont ni semences pour ensemercer leurs terres, ni instruments aratoires, ni benzine pour les moteurs, ni bétail. Huit mille hectares de terre sont restés en friche. Ce sont ces paysans miséreux, ces laboureurs exaspérés qui constitueront les gros bataillons de la révolution sociale en Pologne.

Tandis que les masses souffrent et meurent dans leurs taudis et leurs cabanes, et que le chaos général empire de jour en jour, la bourgeoisie gaspille les dernières ressources du pays en orgies écœurantes. A Varsovie, les pauvres tombent d'inanition dans la rue, tandis que les magasins sont bondés d'articles de luxe et d'aliments de choix. La dépravation et la perversité s'évalent cyniquement au grand jour ; la spéculation bat son plein, l'escroquerie et le vol sont devenus les conditions normales de l'échange,

La situation désespérée du pays et l'impossibilité de réorganiser la production sur des bases capitalistes poussent la bourgeoisie polonaise à la guerre. Cette impossibilité est la même partout, mais elle est plus marquée dans les pays où, par suite de l'ébranlement politique et économique, la décomposition du régime capitaliste est le plus avancé. La guerre est pour la classe au pouvoir un moyen de retarder sa chute en retardant l'heure où elle doit avouer son impuissance à résoudre les problèmes se dressant devant le pays et dont la solution est une question de vie ou de mort pour des millions de créatures humaines.

L'Entente, si elle a intérêt à seconder les efforts militaires de la Pologne et à pousser celle-ci dans la voie de la folie guerrière, n'en a aucun à améliorer la situation économique du pays. Une Pologne riche et prospère serait vraiment indépendante ; or, l'Entente veut une Pologne obéissante et soumise, liée à elle par l'endettement et le besoin. En outre, l'Entente ne saurait venir en aide à la Pologne d'une façon efficace ; tout l'or de l'Amérique et de la Grande-Bretagne n'y suffirait pas. La réorganisation de la production étant avant tout une question morale, la bourgeoisie pourrie est incapable de l'effectuer. Seuls le sentiment du devoir révolutionnaire et l'enthousiasme communiste pourront réussir à la tâche;

On voit pourquoi la Pologne était destinée à devenir le centre de la vaste conspiration tramée à nouveau par le monde capitaliste contre la Russie des Soviets. Et tandis qu'à San Remo les grands Judas du drame de la Passion, humaine prononçaient le mot de la reprise des relations commerciales avec la Russie, la Pologne, traîtreusement, ouvrait l'attaque, bondissait sur Kiev comme un tigre. Des forces militaires considérables, équipées par la France, l'Angleterre et l'Amérique, organisées et commandées par des officiers français, perçaient le front sud-ouest russe faiblement occupé.

Grâce au traité conclu par la république des hobereaux polonais liée avec Petlioura, le condottiere des gardes blanches de l'Ukraine, celle-ci abandonnait à ses libérateurs le contrôle des chemins de fer dans la vaste région fertile des « Terres noires », où le blé épais pousse ses beaux épis dorés. En même temps, les préparatifs pour étouffer la Russie des Soviets dans un réseau de fer se poursuivaient dans plusieurs capitales d'Europe. L'alliance des Etats dits « de frontière », formant demi-cercle autour de la Russie, depuis l'Océan arctique jusqu'à la Mer Noire, se concertait. La Hongrie et la Roumanie, ces noyaux de la réaction monarchiste, se préparaient à y prendre part. En Finlande arrivaient régulièrement d'Allemagne des bateaux chargés de munitions. Des officiers anglais, français et allemands s'y coudoyaient dans une cordiale et charmante camaraderie contre-révolutionnaire. Puis Mannerheim, le bourreau du prolétariat finlandais, fut envoyé à Berlin pour s'entendre avec les chefs de la mission militaire anglaise et les organisateurs de légions contre-révolutionnaires russes et allemandes. A Berlin c'est le colonel Rodzianko, un neveu de l'ancien président de la Douma, qui s'occupe de l'organisation militaire des émigrants russes : tandis qu'un autre bureau du même genre est fondé à Munich. Le colonel Rosenberg, un officier de la ci-devant garde impériale, y élabore, de concert avec le parti monarchiste bavarois, le projet de transporter sur le front polonais les troupes de Bermond, placées sous le commandement d'officiers de l'ancienne armée prussienne. Aujourd'hui, ces troupes sont en route pour la Prusse Orientale.

L'agression de la Russie par les armées polonaises et les bandes de Petlioura est une expédition de pirates et de forbans. Durant les longs mois que le gouvernement de Piłsudski traînait les négociations avec la Russie des Soviets, le gouvernement de Lénine interdisait expressément aux armées rouges toute avance sur le territoire polonais, voulant avant tout démontrer ses intentions pacifiques. La République des ouvriers et des paysans désirait ardemment la paix. Elle désirait celle-ci afin de pouvoir transformer ses armées rouges en armées du travail et de commencer la réalisation de ces vastes projets de développement économique d'exploitation rationnelle des richesses naturelles de la Russie, projets destinés à combattre victorieusement la misère. Elle désirait pouvoir employer ses ouvriers qualifiés trop longtemps détournés de leur métier à remettre en état les moyens de transport à réparer les centaines de « locomotives malades » — première condition du rétablissement de la circulation dans ce vaste organisme appauvri par des années de souffrance, de luttes et d'efforts dépassant les forces humaines. De toutes leurs forces, le gouvernement et l'avant-garde communiste du peuple russe essayaient d'entraîner les masses vers des buts nouveaux ; il n'était question en Russie que de travail, d'accroissement de la production, d'organisation du « front non-sanglant », comme on intitulait le travail collectif. On était heureux en pensant pouvoir, non pas se reposer, prendre ses aises, mais reporter l'effort de la sphère militaire à la sphère économique, tellement plus sympathique tant à l'esprit communiste qu'au tempérament de ce peuple bon, doux et travailleur qu'est le peuple russe.

Mais, hélas le démon du capitalisme ne peut renoncer à couler à fond la République des Soviets, ce navire échappé à tant d'orages, porteur de l'espoir des travailleurs de tous les pays. Il a de nouveau fallu mobiliser, arracher les paysans de leur champ et les ouvriers de l'usine, faire un appel à toutes les énergies pour chasser le voleur de la maison et défendre les biens précieux acquis au prix de tant d'efforts, de sang et de larmes : la liberté politique et économique, bases de l'édifice d'une société nouvelle. Il a fallu remettre encore une fois ces projets grandioses de travail commun, scientifiquement réglé, de ce travail béni, pour le bien de tous, et reporter tout l'effort sur le terrain militaire. Encore des terres piétinées, et des villes dévastées ; encore des victimes et des martyrs et encore la lutte âpre contre la faim, la misère et les épidémies, à recommencer dans des circonstances rendues plus difficiles par l'épuisement du pays.

Tandis que le P.P.S., le parti social-démocrate, petit bourgeois et nationaliste de Pologne, acclamait par son chef Daszyński l'aventure criminelle contre le peuple russe, — aventure qu'il avait l'effronterie d'intituler une guerre nouvelle, guerre sainte pour la libération de l'Ukraine, les communistes polonais, traqués et persécutés par le gouvernement « démocrate », lançaient, il y a plus d'un mois, leur appel vibrant à la conscience du prolétariat international². Ils le suppliaient de prévenir, par des démonstrations et des grèves, le déchaînement de forces militaires considérables accumulées par la Pologne avec l'aide de l'Entente contre la République des Soviets. Malheureusement cet appel resta stérile. Les Lloyd George et les Millerand avaient bien caché leur jeu ; la reprise annoncée des relations commerciales avec la Russie semblait exclure la probabilité d'une nouvelle agression. La crédulité excessive du prolétariat aux paroles des maîtres qui l'ont si souvent trompé est un des symptômes du manque de conscience de classe des ouvriers de l'Europe occidentale. Même dans certains milieux communistes, on se raillait de ceux qui prenaient au sérieux la menace d'une nouvelle attaque des puissances capitalistes, contre la Russie et qui poussaient à prendre des mesures pour devancer l'ennemi. Il a fallu d'avance des Japonais en Sibérie et l'agression traîtresse de la Pologne pour désabuser ces camarades trop confiants. Devant les faits, heureusement, la passivité coupable du prolétariat se dissipe et un frisson de solidarité s'élève dans ses rangs. Les ouvriers d'Allemagne et d'Angleterre n'ont pas attendu l'appel de Moscou, venu à nous ces derniers jours par le télégraphe sans fil, pour se dresser afin de défendre la révolution russe, patrie commune de tous les prolétariats.

A Berlin, le 11 mai, plus de 80 000 ouvriers, malgré les souffrances et les privations qui les accablent, malgré le passé torturant et l'avenir gros de menaces, ont parcouru les rues en protestant contre la présence du sinistre assassin Mannerheim dans la capitale et les agissements à peine cachés de la contre-révolution russe. En Angleterre, on ne s'est pas borné à des manifestations. Par suite d'un effort vigoureux de propagande, les dockers de Londres ont refusé d'achever le chargement du *Jolly George*, qui portait des armes et des munitions destinés à la Pologne. Les armateurs ont dû se décider à faire décharger les canons pour que le navire puisse partir. Dernièrement la section de l'exportation du syndicat des dockers a voté une résolution faisant appel à la Fédération des transports et à la fraction parlementaire du Labour Party, les invitant à faire le nécessaire pour prévenir l'envoi de munitions sur le front anti-bolchevik. En outre, ces ouvriers ont pris l'engagement solennel de ne pas manier eux-mêmes des munitions destinées à la Pologne ou à un des autres pays en guerre avec la Russie.

Le geste pratique du prolétariat des transports n'a pas été sans porter des fruits dans la sphère politique. Le ministre de la Guerre Bonar Law a été forcé d'avouer, à une séance du Parlement, ce qu'il avait toujours nié : que l'Angleterre, tout en négociant la reprise des relations commerciales avec la République des Soviets, trempait dans la nouvelle conspiration contre elle. Le ministre a ajouté, avec l'hypocrisie caractéristique de la bourgeoisie anglaise — cet hommage que son vice à elle rend à la vertu — que l'honneur et la bonne foi exigeaient de livrer à la Pologne les munitions et les armes achetées par celle-ci il y a neuf mois. Certes, cette réponse offre aux adversaires libéraux et travaillistes du ministère une occasion excellente de lui susciter des difficultés, comme du reste l'a déjà fait le rusé Asquith.

Mais tout ceci n'est encore, en somme, que des manœuvres politiques. Ce n'est pas une interpellation de radicaux ou de socialistes dans n'importe quel Parlement du monde qui peut empêcher la réalisation du grand complot contre la Russie des Soviets : c'est uniquement l'entrée en action des masses prolétariennes des principaux pays de l'Entente.

Plus que l'Angleterre, où des fractions importantes de la bourgeoisie industrielle et commerciale veulent sérieusement la paix avec la Russie, qu'ils considèrent en ce moment plus profitable que la guerre, — plus que l'Amérique, à demi-désengagée des destinées de la misérable Europe en ruines, la France est engagée à fond dans le grand complot anti-bolcheviste. Car la France, comme le dit avec raison le manifeste énergique du Secrétariat Ouest Européen, « n'a jamais cessé de considérer la Russie comme une colonie, qui doit être saignée pour l'intérêt du capital français ».

C'est afin d'exploiter la Russie pour son avantage à elle que la France a fait œuvre commune avec la convoitise des junkers et des capitalistes polonais, dont les campagnes et les usines s'étendaient autrefois bien avant dans les terres russes et qui ont perdu leurs richesses par la victoire des masses travailleuses de Russie.

Si c'est l'or américain qui, en premier lieu, sert à équiper et à ravitailler les armées polonaises, c'est le militarisme français qui, en premier lieu, a fait l'éducation de ses armées, qui leur procure des instructeurs et des chefs, comme le font surtout les fabriques françaises qui leur procurent des armes et des munitions. Il n'est donc que juste que ce soit le

² Cet appel a été publié dans la *Vie Ouvrière* du 16 avril 1920.

prolétariat français qui se porte au premier rang de l'action pour la Russie des Soviets.

Les ouvriers français viennent de démontrer que l'élan et l'esprit de combativité révolutionnaire ne sont pas affaiblis en eux. Leurs grandes grèves récentes et spontanées pour des revendications d'ordre économique mais où passait un souffle de révolte sociale l'ont prouvé. En reprenant l'arme de la grève pour des buts de solidarité révolutionnaire internationale — de nos jours, au fond, les seuls buts vraiment pratiques, les seuls dont la réalisation répondra aux attentes des militants convaincus — ils pourront forcer leur gouvernement à battre en retraite. Par là, un des principaux anneaux de la chaîne qui s'appelle la réaction internationale serait brisé.

Ce n'est pas uniquement de la Russie des Soviets qu'il s'agit dans l'effort qui s'impose au prolétariat européen, mais également de la Pologne. Déjà le gouvernement de Piłsudski commence à changer de ton. Effrayé par l'opposition d'une partie de sa propre bourgeoisie, par le mécontentement manifesté dans plusieurs unités de l'armée polonaise, par la fermeté pleine de confiance de Moscou et le geste décidé du prolétariat de Berlin et de Londres, il ne parle plus de la « libération de l'Ukraine », mais d'une « juste paix », rétablissant les frontières polonaises de 1772. Il semble possible que l'agression ne sera pas continuée, mais qu'on voudra imposer la paix à la Russie avant que les années rouges rappelées du front sud ne soient sur place. Mais cette paix doit être, dans la pensée de ses promoteurs, une seconde édition de celle de Brest-Litovsk, taillant dans le vif de la République des travailleurs, imposant à celle-ci des conditions scandaleuses et de lourdes obligations, la dépouillant comme le bandit dépouille sa victime. Une paix de ce genre, dictée par la bande noire de la réaction internationale à la Russie des Soviets, aurait pour effet presque sûr de retarder l'effondrement du régime pourri en Pologne, auquel la victoire militaire procurerait un certain prestige et certains avantages économiques lui permettant de durer. Si, au contraire, la Pologne, tant par l'effort héroïque des armées rouges de Russie que par l'action vigoureuse du prolétariat international, ne retirait aucun avantage de son agression criminelle, la révolution qui couve en elle probablement éclaterait. Les masses du peuple polonais se déferaient de la bande de malfaiteurs qui les exploite et les tyrannise et se constitueraient en république soviétiste. Il est également probable que le flot révolutionnaire ne s'arrêterait pas aux frontières polonaises.

C'est vraiment toute la révolution qui est en jeu aujourd'hui et il est du devoir des communistes de le faire comprendre aux masses laborieuses de l'Europe occidentale.

20 mai 1920.